

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/De-retour-de-Fukushima-ou-le>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°51 > **De retour de Fukushima, où le silence et les mensonges tuent**

5 décembre 2012

De retour de Fukushima, où le silence et les mensonges tuent

Depuis plusieurs semaines déjà, la catastrophe de Fukushima ne fait plus la une de l'actualité. Pour l'immense majorité de nos concitoyens, la question est réglée et il va quasi de soi que Tepco, et Areva pour ce qui est du traitement des eaux polluées, maîtrisent parfaitement la situation. Les personnes qui devaient être évacuées l'ont été, le taux de radioactivité baisse et le Japon, vu de France, est prêt à faire redémarrer des centrales. Du reste, régulièrement, la presse, informée par les soins du lobby nucléaire français, indique que telle ou telle centrale va redémarrer.

Cela est dramatiquement et tragiquement faux.

Tout d'abord, les autorités japonaises - j'ai rencontré le secrétaire d'État à l'Environnement, le vice-ministre de l'Environnement et le vice-gouverneur de Fukushima - reconnaissent que la catastrophe est en cours et que rien n'est réglé. Les informations sont très rares.

Les autorités admettent que trois cœurs nucléaires ont fondu et que les cuves ont été transpercées. Cependant, ils ignorent ce qu'il se passe aujourd'hui, en particulier ce point vital de savoir si le radier a été percé par le corium ou non, ce qui signifierait, bien entendu, la pollution irréversible de la nappe phréatique.

Concernant le traitement de l'eau, Greenpeace considère qu'il vient à peine de débuter. Les autorités reconnaissent l'entassement de boues radioactives dont évidemment personne ne veut parler mais aussi les millions de mètres cube d'eau contaminée.

Les dosimètres encore bloqués à l'aéroport

En second lieu, et c'est tout aussi préoccupant, la situation des familles qui vivent dans la région de Fukushima est, au sens propre du terme, véritablement tragique. J'ai passé près de deux heures avec l'association qui regroupe plusieurs centaines de familles et qui est animée par des femmes déterminées et révoltées.

On peut les comprendre. Ce qui leur est arrivé rappelle de très près ce que nous avons vécu avec

Tchernobyl et la manière dont les choses se mettent en place nous renvoie au spectre du passé.

Tout d'abord, et même si on peut comprendre que, vivant en même temps un tremblement de terre et un tsunami, la situation était passablement désorganisée, l'organisation météorologique japonaise était tout de même dans l'incapacité suspecte de fournir les cartes des vents au moment de la catastrophe de Fukushima. Les populations n'avaient aucune idée d'où venaient les vents.

Aucune instruction ne leur a été donnée, aucune pastille d'iode ne leur a été distribuée. Il a fallu attendre plus d'un mois pour qu'elles puissent disposer d'une information publique sur le niveau de contamination et aujourd'hui, ce sont 40000 dosimètres qui restent bloqués par décision politique à l'aéroport de Tokyo. Les familles ne savent donc pas quel est le niveau de la radioactivité dans laquelle elles vivent.

Les mères inquiètes pour leurs enfants

Sur le plan de l'alimentation, des prélèvements sont faits mais leurs résultats sont donnés bien après que les aliments ont été mis sur le marché et consommés. L'essentiel pour ces mères est, bien entendu, la situation de leurs enfants.

Au Japon, comme partout dans les pays membres de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), le niveau admissible pour les populations est de 1 millisievert par an (mSv/an). Il est de 20 mSv/an pour les travailleurs du nucléaire. Aujourd'hui, dans les zones où vivent ces gens, dans la préfecture de Fukushima, le niveau est largement supérieur avec 5 mSv/an, jusque parfois 20 mSv/an.

Ces femmes exigent pour leurs enfants comme pour elles-mêmes le droit de vivre dans un environnement à 1 mSv/an. Le problème est que personne n'a les moyens de répondre positivement à leurs questions.

Il faut envisager une évacuation plus large

Deux solutions sont envisageables : soit la décontamination - et on en parle beaucoup au Japon - soit l'évacuation. Il semblerait que quelques cours de récréation aient fait l'objet d'une décontamination, qui consiste à retirer 50 à 60 cm de terre, dont on ne sait du reste pas où on va la stocker.

Cela permet de réduire le niveau de la pollution. C'est peut-être possible au niveau local avec des résultats qu'il conviendrait de vérifier. C'est évidemment impossible à l'échelle d'une préfecture entière.

De ce fait, c'est bien la deuxième solution qu'il faut envisager. Elle consiste bien évidemment à permettre aux gens qui le veulent de partir. Mais pour qu'ils puissent s'en aller, encore faut-il leur permettre d'aller vivre ailleurs.

La vérité de la situation, et c'est là tout son aspect tragique, c'est que les autorités japonaises font ce qu'elles peuvent dans une certaine mesure. Toutefois, puisque l'information est confisquée, les moyens donnés aux gens pour connaître la réalité de la situation leur sont refusés.

Les agriculteurs pas indemnisés

Du point de vue du changement et des décisions techniques à prendre, le monde agricole n'est pas en reste et devient lui aussi victime de la défaillance des autorités.

La préfecture de Fukushima promeut les produits agricoles de la région de Fukushima et se plaint des mauvaises rumeurs qui les concernent. Il m'a été fait cadeau d'un magnifique cageot de pêches. La vérité est, bien entendu, que l'immense majorité des produits de cette zone ne devrait pas être

consommée mais pour qu'ils ne le soient pas, encore faut-il que les agriculteurs qui les produisent puissent être indemnisés et gagner leur vie. Or, tel n'est pas le cas.

Cette situation absolument tragique à laquelle est exposée le Japon s'exprimerait ainsi pour tout pays industrialisé, les mêmes risques produisant probablement les mêmes effets. C'est précisément la raison pour laquelle la chape du silence s'est mise sur le Japon.

Les médecins montent des réseaux parallèles

Les médecins n'ont plus le droit de parler et n'osent plus parler. Il semblerait qu'un réseau de pédiatres essaye de se mettre en place, que certains médecins, notamment dans les zones rurales, essayent d'organiser la population de manière à ce qu'elle se protège le mieux possible et qu'un suivi médical puisse être mis sur pied.

Mais tout ceci se fait par une voie citoyenne, par une voie parallèle, j'allais dire occulte, car de manière tout à fait évidente les autorités nucléaires ont décidé qu'il n'y aurait pas de connaissances fines et précises des effets épidémiologiques de cette catastrophe. C'est contre ce mur de silence qu'il convient que, nous tous, nous nous révoltions car il s'agit d'enfants et les enfants de Fukushima pourraient être enfants de Fessenheim, du Bugey ou du Blayais. C'est notre responsabilité de parler, d'agir et d'aider les associations qui se battent avec les plus grandes difficultés sur place.

Chut, le Japon va sortir du nucléaire

En revanche, les autorités japonaises, qui mesurent très probablement leurs limites, même si elles ne peuvent pas l'exprimer, semblent avoir pris une vraie décision : celle de sortir du nucléaire.

En effet, il faut savoir, et cette information est soigneusement cachée en France pour des raisons que chacun peut comprendre, que le Japon a réduit de 28 % sa consommation électrique depuis Fukushima et près de 40 % dans la région de Tokyo. Il n'y a plus aujourd'hui que 14 réacteurs qui sont en activité sur 57.

Cette réduction massive a été obtenue par un éventail de mesures : par exemple, l'extinction des lumières dans les ministères pendant la journée, l'absence de climatisation (malgré les 38 degrés qu'il faisait à Kyoto voici quelques jours), l'extinction des grandes publicités dans Tokyo le soir, ou une organisation différente du système de production industrielle qui travaille en roulement et qui a ainsi permis d'obtenir ce résultat remarquable.

Aussi, quand nous, Européens, nous demandons si nous arriverons à faire moins 20 % d'ici 2020, il y a beaucoup à apprendre de nos amis japonais. Le nouveau Premier ministre l'a affirmé lors de sa campagne électorale : le Japon est décidé à ne plus construire de nouvelles centrales nucléaires, ce qui veut dire qu'il va sortir du nucléaire.

Quand ? Cela dépend, bien sûr, des stress-tests qui seront réalisés et de la réouverture ou non des centrales nucléaires fermées aujourd'hui en raison de la maintenance d'ici mars 2012.

Corinne Lepage

Députée européenne

Ex-ministre de l'Environnement

Article publié le 02/09/11

par le site d'information Rue89 : www.rue89.com